



Règlement de la Consultation (RC)

ORGANISME :




**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY DE DOME
63031 CLERMONT-FERRAND CEDEX 9**

Objet de l'accord-cadre :

Mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire auprès des enfants en classe de grandes sections de maternelle en zones défavorisées du département du Puy-de-Dôme

Accord-cadre n° 2025-060

Date limite de remise des offres : vendredi 31 octobre 2025 à 12 heures 00

Rédigé par :	Contrôlé par :	Validé par :
Stéphane FAURE	Céline ARNAUD	Camille POGGI
		
07/10/2025	09/10/2025	10/10/2025



SOMMAIRE

1. Objet du marché
2. Identification du pouvoir adjudicateur
3. Conditions du marché
4. Durée de validité du marché et début d'exécution du Marché
5. Délai de validité des offres
6. Dossier de consultation des entreprises
7. Présentation des candidatures et des offres
8. Condition d'envoi ou de remise des offres
9. Jugement des candidatures et des offres
10. Renseignements complémentaires

1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire (sensibilisation, dépistage) auprès des enfants de grandes sections de maternelle dans les zones défavorisées ou les zones où le recours aux soins dentaires est faible dans le département du Puy-de-Dôme.

Les prestations objet du présent accord-cadre ainsi que leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

2.1 – Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY DE DOME

Adresse du siège social : 46 rue du Clos Four – 63031 CLERMONT-FERRAND Cedex 9

Adresse postale : CPAM du Puy de Dôme – 63031 CLERMONT-FERRAND Cedex 9

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme est un organisme privé gérant une mission de service public, organisme de Sécurité Sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité Sociale ainsi qu'au Code de la Commande Publique issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique.

2.2 - Pouvoir adjudicateur et comptable assignataire

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

« Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme ».

Le comptable assignataire des paiements est :

« Monsieur le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme ».

3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Procédure de passation

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et aux dispositions du code de la commande

publique selon la procédure adaptée (article R 2123-1 3° relatifs aux services sociaux et autres services spécifique).

C'est un marché de services au sens de l'article L. 1111-4 du Code de la Commande Publique.

3.2 – Forme du marché

Il prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, au sens des articles L2125-1, R2162-1 à R 2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la Commande Publique, sans montant minimum mais avec un maximum conformément aux dispositions de l'article R2162-4-2° du code de la commande publique pour :

- la réalisation de séances de sensibilisation à la santé bucco-dentaire en milieu scolaire auprès des enfants scolarisés en grandes sections de maternelle ;
- la réalisation de séances de sensibilisation à la santé bucco-dentaire accompagnées d'un dépistage bucco-dentaire individuel en milieu scolaire auprès des enfants scolarisés en grande section de maternelle.

La valeur estimée du montant global hors taxe de l'accord-cadre ne pourra dépasser, le montant maximum indiqué à l'article 3.4 ci-dessous.

3.3 – Mode de dévolution

Le présent marché est un marché global. Il n'est pas alloti.

Conformément à l'article L2113-11 du Code de la Commande Publique, le marché n'est pas alloti car les prestations de sensibilisation et de dépistage sont étroitement liées et ne peuvent être séparées sans altérer leur efficacité et l'efficacité de l'action.

L'allotissement rendrait aussi l'exécution des prestations et l'organisation de l'action techniquement difficile et financièrement plus coûteuse.

Le montant maximum hors taxe sur la durée de l'accord-cadre est de 40 750,00 € TTC.

3.4 - Variantes

Les variantes libres à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

3.5 - Nomenclature européenne

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

CPV	Intitulé
85100000-0	Services de santé
85121300-6	Services prestés par les chirurgiens spécialistes
85130000-9	Services de soins dentaires et services connexes
33711790-1	Kits d'hygiène dentaire

3.6 - Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

3.7 - Langue utilisée

Conformément à l'article R2143-16 du Code de la Commande Publique, tous les documents de candidature et/ou une offre, produits par l'opérateur économique sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

4 - DUREE DE VALIDITE DU MARCHE ET DEBUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les délais d'exécution sont fixés dans les documents particuliers du marché.

5 - DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt jours (120) jours à compter de la date limite de remise des plis, portée à la page de garde du présent Règlement de la Consultation (RC).

Le candidat restera engagé par sa proposition jusqu'à l'expiration dudit délai.

6 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

6.1 - Composition du Dossier de Consultation des Entreprises

Le Dossier de Consultation Entreprises (DCE) est constitué des documents suivants :

Pièces particulières :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe 1 Annexe financière (BPU-DQE)
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- le cadre des réponses (mémoire technique),
- le livret de sécurité du prestataire.

Les originaux détenus par le Pouvoir Adjudicateur font seuls foi.

Il est à noter que les documents du dossier de consultation ne sont pas modifiables.

Les candidats s'engagent à les respecter en l'état. Toute rectification entraînerait le rejet de l'offre.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Pièces générales non jointes car réputées connues du titulaire :



- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- Le Code de la Commande Publique issue de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS), arrêté du 30/03/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services,
- L'ensemble de la réglementation et normes en vigueur relatives aux prestations, objet du présent marché.

Autres pièces :

- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

6.2 - Modalités de retrait du Dossier de Consultation des Entreprises

Le Dossier de Consultation des Entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Dans le cadre de la dématérialisation des procédures, le dossier de consultation des entreprises devra être téléchargé à partir de l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Aucun dossier de consultation ne sera envoyé par courrier (support papier ou support physique électronique) aux candidats qui en feraient la demande.

6.3 - Modifications de détail du dossier de consultation

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept (7) jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

7 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le soumissionnaire doit fournir, un dossier complet, lisible et en français, comprenant les pièces énoncées infra.

7.1 – Pièces à joindre au titre de la candidature, sur la base des renseignements prévus à l'article R2143-3 du Code de la Commande Publique :

➤ **La Lettre de candidature (formulaire DC1), complétée pour justifier :**

- ✓ qu'il n'entre dans aucun des cas concernant les interdictions de soumissionner prévues aux articles L2141-1 à L2141-5 ou aux articles L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique.
- **Un justificatif relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.**
- **La Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire DC2)** complétée pour justifier, dans le cadre de la capacité économique et financière :
 - ✓ du chiffre d'affaires global et du chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché réalisé au cours des **3 derniers exercices** en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (renseignements relatifs à la situation financière),
 - ✓ de la déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- **En annexe** au formulaire DC2, le candidat fournit les documents/renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise conformément aux articles L2142-1 et R2142-1 du Code de la Commande Publique
 - ✓ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des **3 dernières années**.
 - ✓ Liste des principales prestations en lien avec la présente consultation, effectuées au cours des **5 dernières années** (actions scolaires, santé publique, prévention...).
 - ✓ Déclaration indiquant le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
 - ✓ Un agrément ou une autorisation écrite de l'Education Nationale permettant d'intervenir au sein des écoles du département.
 - ✓ **Pour les association ou fondations** : contrat d'engagement républicain (annexe au décret n° 2021-1947 du 31/12/2021).

L'Organisme se réserve la possibilité de contacter les entreprises ou établissements cités en référence afin de contrôler la qualité des prestations exécutées.

Il n'est pas exigé de niveaux minimaux de capacités professionnelles, techniques et financières, au regard de l'objet du marché.

- Si le candidat est en redressement judiciaire, une **copie du ou des jugements** prononcés à cet effet (s'il n'est pas rédigé en langue française, il devra l'accompagner d'une traduction certifiée).

En lieu et place de l'ensemble des documents et renseignements justifiant de ses capacités (cité supra), et, en application de l'article R2143-4 du Code de la Commande Publique, le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un Document Unique de Marché Européen au format électronique (e-DUME).



Le e-DUME est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS),
- d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi,
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire,
- sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr> et ***l'imprime alors au format .pdf pour l'intégrer à son dépôt électronique.***

Les documents énumérés ci-après peuvent être joints :

- **attestation de vigilance** attestant que votre entreprise est à jour de ses obligations sociales et du respect des règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé, délivrée en ligne sur le site de l'**Urssaf** (<https://www.urssaf.fr>), datant de moins de 6 mois ;
- **attestation et certificat** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ; attestant de la régularité de sa situation fiscale et sociale au 31 décembre de l'année précédente ;
- **numéro unique d'identification délivrée par l'INSEE** (numéro **SIREN** de l'entreprise) ;
- **liste nominative des travailleurs étrangers**, employés pour la réalisation des prestations attendues et qui sont soumis à autorisation de travail exigée par les articles D.8254.1 à D.8254-5 du code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié concerné, sa nationalité, sa date d'embauche, le type et le numéro de l'autorisation de travail.

En effet, conformément aux articles L2141-1 à L2141-5 et R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur, s'il ne l'a pas déjà fait dans son offre.

Si le candidat désigné titulaire du marché n'a pas fourni les documents optionnels ci-dessus, il doit les faire parvenir, dans un délai de dix (10) jours francs à compter de la réception de la demande envoyé par le Pouvoir Adjudicateur (non compris samedi, dimanche et jours fériés).

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire est rejetée et il est éliminé.

Le candidat suivant est alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

7.2 – Documents à produire concernant l'offre

Pour que l'offre soit jugée recevable, le candidat présentera son offre comportant obligatoirement les éléments ci-dessous, sur lesquels l'offre sera obligatoirement établie faute de rejet de la proposition :

- **l'Acte d'Engagement (AE) et son annexe 1 - Annexe financière (BPU/DQE)** joints au dossier de consultation,
- **le cadre de réponse** joint au dossier de consultation, qui pourra être éventuellement complété d'un mémoire technique,
- Le cas échéant, **la demande d'acceptation de sous-traitant(s) et d'agrément des conditions de paiement (formulaire DC4).**

Les documents seront obligatoirement complétés, datés et signés par un représentant dûment habilité à engager l'opérateur économique pour signer le marché.

En cas de candidature groupée, les cotraitants sont dispensés de viser l'acte d'engagement dès lors qu'ils ont habilité le mandataire à s'engager en leur nom (Lettre de candidature : formulaire DC1).

S'il le souhaite le candidat pourra fournir un mémoire technique complémentaire au « cadre des réponses techniques » exigé. **Les renvois précis (pages et chapitres) vers le mémoire technique devront être indiqués dans le « cadre des réponses techniques ».**
TOUT ELEMENT NON CORRECTEMENT RENSEIGNE SERA CONSIDERE COMME NUL LORS DE LA NOTATION.

N.B. : le **CCAP** et le **CCTP** ne doivent pas être paraphés, ni retournés, seuls les documents originaux détenus par la Caisse Primaire font foi. Le simple fait de signer l'acte d'engagement qui s'y réfère vaut acceptation, pleine et entière du document sus visé.

7.3 – Conditions de participation des concurrents

L'offre qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations, et leur montant, dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

La composition du groupement ne peut en aucun cas être modifiée entre la remise des offres et la notification du marché.

8 - CONDITIONS DE TRANSMISSION DES OFFRES

Dépôt par voie électronique

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le profil acheteur (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

Tout dépôt sur un autre site ou adresse électronique est nul et non avenu.

Les candidats trouveront sur le profil acheteur (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable des dommages, troubles, etc. directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats notamment ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Prérequis techniques

RC – Marché accord-cadre n° 2025-060

Page 10 sur 16



Un accès Internet à haut débit est requis pour permettre le transfert de fichiers et la navigation ergonomique entre les différentes parties de l'application.

Les éventuels équipements informatiques se trouvant en sortie du réseau Internet de l'Utilisateur (proxy, reverse proxy, firewall, etc.) doivent être configurés pour :

- Autoriser l'accès HTTPS à l'application sans restriction (adresse de l'application à paramétrer dans les listes blanches de ces équipements, port HTTPS 443).
- Autoriser le téléchargement de fichiers s'exécutant dans l'environnement du navigateur (Javascript) et du poste de travail (Java Web Start).

Les fonctions de signature et de déchiffrement requièrent l'exécution d'un composant Java (Java Web Start).

Pour cela, le poste de travail de l'utilisateur doit être équipé avec la version 1.8 ou supérieure de Java, téléchargeable à partir du site <http://www.java.com>. La version utilisée doit intégrer l'ensemble des mises à jour publiées sur le site de l'éditeur (<http://www.java.com/fr/download/>).

Attention, les tests de configuration peuvent être faussés ou non opérationnels si plusieurs versions de Java sont installées sur le poste de travail et qu'une de ces versions est inférieure à 1.8.

L'attention des candidats est attirée sur la mise à disposition, sur la plate-forme de dématérialisation, d'un outil permettant de tester le bon fonctionnement de leur environnement.

Afin de pouvoir lire les documents mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels permettant de lire aux formats Acrobat (PDF), Word et Excel.

La complétude des prérequis techniques est disponible sur la plateforme à « Informations techniques/Prérequis techniques » ou dans la FAQ.

Assistance au dépôt électronique

Les candidats disposent sur la Plate-forme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise> d'une aide pour les procédures électroniques qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des offres.

En outre, pour toute demande d'assistance technique, question ou problème rencontré, le candidat, après consultation de la FAQ, peut demander l'assistance téléphonique de la Plate-forme qui après création d'une demande le numéro d'appel lui sera communiqué.

Format des documents électroniques

Les formats acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : .pdf, .xls et .xlsx ainsi que le format d'image .jpg.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutable, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, au pouvoir adjudicateur, une copie de sauvegarde, en respectant les modalités édictées par l'article R2132-11 du Code de la Commande Publique.

Les candidats qui effectuent à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support papier ou sur support physique électronique doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis, dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

MAPA n° 2025-060 Intitulé du marché Nom ou dénomination du candidat COPIE DE SAUVEGARDE <u>NE PAS OUVRIR</u>
--

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

**CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU PUY-DE-DOME,
Service Pilotage des Moyens
63031 CLERMONT-FERRAND Cedex 9**

Les documents de la copie de sauvegarde sont soumis aux mêmes obligations que ceux transmis par ailleurs : ils doivent être signés si la signature est requise. Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support choisi est électronique, la signature est électronique. Dans ce dernier cas, la signature électronique est apposée sur tous les documents électroniques pour lesquels une signature est exigée.

Le pli contenant la copie de sauvegarde, que le Pouvoir Adjudicateur n'aura pas eu besoin d'ouvrir, sera détruit.

Si la candidature transmise par voie électronique est rejetée, l'offre correspondante est effacée des fichiers du Pouvoir Adjudicateur, sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

Si la transmission électronique est accompagnée d'une copie de sauvegarde, cette dernière est détruite, sans avoir été ouverte.

Antivirus

Les candidats devront préalablement s'assurer de l'absence de virus lors de la transmission de leurs fichiers, étant entendu que la Caisse Primaire effectuera, de son côté, une détection antivirus préalable et que les fichiers (offres) suspects ne seront pas ouverts, au seul risque du candidat, qui ne pourra élever de ce fait, aucune réclamation.

Signature électronique

Il est rappelé aux candidats qu'il n'y a aucune obligation de signature prévu par les textes de la commande publique en vigueur dans le cadre d'une consultation de marché public, pour les formulaires de candidature que sont le Document Unique de Marché Européen (DUME) ou les DC1, DC2, ainsi que pour tous les documents constituant l'offre des candidats (mémoire technique, DPGF, BPU), que ce soit de manière manuscrite ou électronique.

Seule la signature du contrat final est obligatoire, autrement dit, l'Acte d'Engagement signé par l'attributaire du marché.

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire.

Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement. Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement (présent dans le dossier de consultation des entreprises) au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise.

La signature électronique doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

La signature est au format XAdES, PAdES ou CAdES.

Le niveau de sécurité du RGS exigé par le pouvoir adjudicateur est de ** ou *** étoiles.

Conformément à la réglementation en vigueur :

- depuis le 18 mai 2013 : seuls les certificats RGS sont autorisés.

Une liste des certificats de signature électronique est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.entreprises.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>

Les frais d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats, tout comme les frais d'accès au réseau.

Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des candidats sur l'existence d'un délai de quelques jours afin d'obtenir un certificat de signature électronique.

Les candidats sont donc invités à anticiper la demande de certificat auprès des organismes compétents au regard de la date limite de réception des offres.

Apposition de la signature électronique :

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le signataire utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Dans ce cas, il met gratuitement à disposition lors du dépôt de document signé, le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique.

Re-matérialisation

Dans l'hypothèse où l'offre retenue serait présentée par voie dématérialisée, les candidats sont informés qu'il sera procédé à une re-matérialisation de cette offre par la signature de l'Acte d'Engagement sous forme papier.

Cette re-matérialisation consistera en la signature manuscrite par le Pouvoir Adjudicateur et par le prestataire (si non présence de signature électronique) d'une copie-écran de l'envoi dématérialisé.

La notification du marché sera effectuée par voie électronique via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>

9 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

9.1 - Critères de sélection des candidatures

Seront éliminés les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes au regard des critères visés ci-dessous :

- Capacité économique et financière appréciée à travers la déclaration des chiffres d'affaires et le niveau approprié d'assurance des risques professionnels,
- Capacité technique et professionnelle appréciée à travers les ressources humaines et techniques nécessaires pour exécuter le marché public, et l'expérience suffisante démontrée par des références adéquates provenant de marchés publics exécutés antérieurement.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande Publique, si le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le présent règlement de consultation ou ne peut produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par la CPAM du Puy-de-Dôme, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

9.2 - Critères d'analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles L2152-1 à L5152-7, R2152-1 et R2152-7 du Code de la Commande Publique.

Critères de jugement des offres :

Critères	Pondération (points)
Critère 1 – Prix : 30 POINTS	
Analysé sur la base de l'annexe 1 - Annexe financière à l'acte d'engagement	
Analyse du prix sur le montant global TTC indiqué au DQE	30
2 - Valeur technique : 65 POINTS	
Analysés sur la base du cadre de réponse selon les sous-critères suivants	
2.1 Organisation des moyens humains affectés au marché	20
2.1a Description du personnel mis à disposition pour l'exécution des prestations	15
2.1b Mesures prises pour garantir la continuité du service	5
2.2 Moyens matériels et techniques	15
2.2a Moyens matériels et techniques mis à disposition pour l'exécution des prestations	10
2.2b Brosse à dents (adaptation et esthétique) : description détaillée	5
2.3 Méthodologie	25
2.3a Méthodologie mise en place pour assurer les séances de sensibilisation accompagnées d'un dépistage individuel	10
2.3b Planning prévisionnel indicatif des interventions sur l'année scolaire	5
2.3c Modalités de remontée d'information à la CPAM	5
2.3d Détail du budget par poste (intervenant, logistique, matériels, frais généraux)	5
Critère 3 – Développement durable : 5 POINTS	
Analysés sur la base du cadre de réponse selon les sous-critères suivants	
3.1a Démarche mise en place pour diminuer l'impact sur l'environnement	2.5
3.2b Modalités de valorisation et d'élimination des déchets issus de la réalisation des prestations de dépistage	2.5

En application de l'article R2123-5 du Code de la Commande Publique, après examen de l'ensemble des offres, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mener des auditions de négociation. Il se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

Cette audition négociation pourra porter sur tous les éléments constitutifs de l'offre.

Les invitations à négocier se feront par voie électronique, sur le profil acheteur PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>



10 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise>, au plus tard dix (10) jours avant la date de remise des offres.

Les renseignements complémentaires sont envoyés aux candidats qui les demandent en temps utile au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.

Lors du retrait du DCE, l'identification du candidat est fortement recommandée afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

(Le candidat non identifié ne pourra intenter un recours à l'encontre de la CPAM du Puy-de-Dôme pour non transmission des modifications et précisions visées ci-dessus.)